

SÉQUENCE 1 : La crise de 1929

(manuel p. 22 à p. 49)

La Crise de 1929 est un des événements marquants du XX^{ème} siècle : elle touche en effet tous les pays et tous les groupes sociaux, plus ou moins fortement. Le désastre semble partir des Etats-Unis, le pays jeune dont la richesse et le développement semblaient sans limites. Au départ, le « krach » boursier à l'origine de la Crise ne paraît concerner que les boursicoteurs et spéculateurs. Les dimensions monétaires et financières qui s'ensuivent sont affaires de banquiers et de gouvernements. Mais la réalité du gâchis humain et matériel qui s'ensuit s'impose à tous : stocks qui s'accumulent, licenciements, chômage massif, expulsion des logements, misère... **La Crise de 1929 reste donc dans les mémoires, autant que les conflits mondiaux**, et la grande Crise de 2008, à peine résorbée actuellement, a réactivé ces angoisses.

La caractéristique de cette crise, bien plus que le krach boursier qui n'est pas nouveau, est un effondrement massif de la production, sauf au Japon et en URSS : l'indice de l'activité industrielle passe de 100 en 1929 à la moitié en 1932, plus ou moins selon les pays. Les prix s'effondrent d'un tiers, parfois plus, les PIB sont, en 1932, la moitié de 1929. **Le commerce international se contracte des deux tiers en 3-4 ans, et le nombre de chômeurs explose dans un monde sans aucune protection sociale.** Mais ce sont des généralités : chaque pays a ses spécificités. **Toute crise est à la fois mondiale et nationale.**

La crise est mondiale par la coexistence dans la même période de crises nationales avec des phénomènes partout identiques, quoique d'intensités nationales variables. Mais elle est mondiale aussi parce que les crises nationales réagissent les unes sur les autres, à travers les mécanismes d'échanges. Enfin, elle est mondiale parce que plusieurs foyers de crise éclatent simultanément et interagissent.

Il est important de comprendre ce qui se passe dans cette crise, car :

Cela permet de comprendre une partie des changements de l'après-guerre, qui nous concernent directement :

- **L'Union Européenne ne commence pas, contrairement à ce qu'on pense, après la 2^{ème} guerre mondiale : les conférences et les débats pour créer une Union Européenne Économique commencent en 1928 et s'intensifient après 1930, au moment où la Grande Crise commence à toucher l'Europe.** Certes, cela échoue, chaque pays choisissant le « chacun pour soi ». Mais toute cette réflexion économique sur les droits douaniers, les politiques monétaires et fiscales communes, l'espace de libre-échange est toujours disponible après la seconde guerre mondiale, quand on décide de créer une Europe commune. C'est ce qui explique que l'Union européenne prenne une dimension économique tout de suite : les outils avaient été élaborés dès les années 30. Les débats nous paraissent d'ailleurs furieusement modernes : dès cette période, les Anglais décident de plutôt se tourner vers le monde et leur empire plutôt que vers l'Europe, les pays libéraux (Pays-Bas, Suède..) qui ne veulent pas se soucier des pays « en retard » d'Europe Orientale sont toujours ceux qui refusent de mutualiser les dettes liées au coronavirus en 2020, la France veut déjà utiliser l'Union Européenne pour jouer un rôle politique dominant, ce qui provoque les mêmes réactions agacées des autres pays européens que celles provoquées par les discours de De Gaulle ou d'Emmanuel Macron...
- **La naissance de ce qu'on appellera l'Etat-providence** : si la Crise de 1929 est si catastrophique, c'est parce qu'il n'y a aucun « amortisseur social » : quasiment pas d'allocations chômage, pas d'aides sociales... le licenciement laisse les gens dans une misère noire, et les empêche de consommer. Or, la Crise de 1929 est aussi une crise de surproduction. Entre 1950 et 1980 sont mis en place, dans les différents pays

développés, des outils de redistribution et protection sociale, mais aussi de contrôle du capitalisme financier, pour éviter le retour d'une grande crise comme celle de 1929. Ces outils sont progressivement abandonnés ou détruits après les années 1980. C'est ce qui explique la grande crise de 2008, toujours pas résorbée actuellement. La crise du coronavirus de 2020 a eu les mêmes conséquences économiques et sociales que la Crise de 1929 dans les pays ne disposant d'aucun dispositif de protection sociale.

La réflexion sur la crise de 1929, ses causes, son fonctionnement, ses conséquences est plus que jamais d'actualité : le XXIème siècle a déjà connu deux crises économiques majeures, toujours pas terminées, celle de 2008 et celle du coronavirus. C'est ce qui explique que les historiens et économistes s'intéressent de nouveau à cette crise depuis une dizaine d'années. Ces débats ne concernent pas uniquement les scientifiques, mais tous les citoyens : car les débats et controverses portent principalement sur les solutions possibles et les décisions politiques à prendre...Ils te concernent donc.

La crise de 1929 est une crise structurelle, nouvelle, qui ne s'est pas répétée entre 1929 et 2008.

La deuxième partie du XIXème connaissait pourtant des crises, tous les 10 ans à peu près. Elles se répétaient : elles commençaient par un krach boursier (une montée très rapide de la valeur de certaines actions, sur lesquelles tous ceux ayant les moyens de jouer en bourse se précipitaient, suivie d'un effondrement brusque de la valeur de ces actions) **ou bancaire** (une banque prête beaucoup trop, et sans vérifier la solvabilité de ses emprunteurs, jusqu'à la faillite soudaine). Ces crises ruinaient les plus fragiles (banques ou entreprises) et débouchaient à chaque fois sur une concentration accrue et une extension géographique du système financier. Elles n'inquiétaient donc pas grand monde et étaient même vécues comme une expérience positive et inévitable.

La Crise de 1929 est, elle, une crise de déflation généralisée.

Qu'est-ce que la déflation ? C'est au départ un mouvement de diminution de la quantité de la monnaie en circulation, qui entraîne une baisse des prix et une augmentation de la valeur de la monnaie.

C'est l'inverse de l'inflation : mouvement de hausse des prix lié à l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Plus cette monnaie est abondante, moins elle a de valeur. Autrefois, la valeur de la monnaie était liée à la quantité de métaux précieux en circulation. Mais aujourd'hui, la monnaie est une monnaie-papier, voire virtuelle. Plus on fabrique de monnaie (alors que l'augmentation de la production ne suit pas), moins cette monnaie a de valeur, il faudra donc une plus grande quantité de monnaie pour acheter le même produit.

Comment fabrique-t-on de la monnaie ?

Ce peut être un Etat qui fabrique beaucoup de monnaie (« faire marcher la planche à billets »), pour payer ses dépenses (par exemple pendant la première guerre mondiale).

Ce peut être une politique d'emprunts à la consommation -quand tu dépenses de l'argent que tu n'as pas, tu fabriques de la monnaie-.

L'inflation fait que les emprunts ont des taux d'intérêts élevés, par exemple dans les années 1980, les prêts étaient souvent à 15-20%, les prix augmentaient souvent plus vite que les salaires. Mais cela a aussi des avantages : sur le moyen terme, les sommes empruntées perdent de leur valeur, et les remboursements sont de plus en plus légers au fur et à mesure que les salaires et revenus augmentent. Les investissements sont donc beaucoup moins lourds à supporter. C'est pour cela qu'une phase d'inflation est stimulante pour la croissance. La croissance des 30 glorieuses (entre 1955 et 1975) a été grandement favorisée par l'inflation. Bien sûr, il ne faut pas aller à l'hyperinflation comme celle de 1923 en Allemagne ou celle actuelle en Argentine, quand il fallait des milliers de marks pour acheter une baguette de pain.

Quand l'inflation est un peu trop forte, les gouvernements savent, globalement, la ralentir.

Mais la déflation est beaucoup plus grave. Elle commence en général par une crise boursière et bancaire : les emprunteurs ne remboursent plus, les banques font faillite, il y a donc une restriction

importante de la monnaie en circulation, la contraction du crédit entraîne une contraction de l'économie réelle : les investissements ne sont plus possibles, les industries de biens d'équipement sont en surproduction, les prix des marchandises et des matières premières diminuent, donc les entreprises licencient et les salaires sont réduits.

Les États baissent les salaires des fonctionnaires. Les consommateurs ont de moins en moins de revenus pour acheter, donc les stocks s'accumulent et les baisses des prix continuent. Les moyens de paiement en circulation continuent à se réduire, les crédits à se contracter, même si les taux d'intérêts sont très faibles, ils sont plus élevés que les revenus, la production continue à diminuer.

On ne sait pas comment sortir d'une déflation. Le Japon, par exemple, a tout essayé, en vain, pour sortir de la déflation commencée au début des années 1990, et la crise de 2008 a entraîné dans les autres pays développés une quasi-déflation.

C'est la seconde guerre mondiale qui a permis de sortir de la déflation de 1929 : la destruction des biens et infrastructures a forcé à réinvestir après la guerre et à faire fonctionner la planche à billets, donc à relancer une inflation, il a fallu une main d'œuvre abondante pour tout reconstruire, le chômage a nettement diminué, les habitants ont dû se rééquiper et consommer, l'économie « réelle » l'emporte sur l'économie financière déconnectée de la production... Mais personne n'a envie de vivre une 3^{ème} guerre mondiale !

Comment commence la crise de 1929 ?

L'entre-deux guerres est une période d'instabilité ; la guerre de 14-18 a rebattu les cartes : endettement des uns, faillite des autres, créations de nouveaux États ayant des besoins financiers pour s'installer... L'Europe, qui tout le XIX^{ème} siècle a dirigé le monde, passe au second plan derrière le nouveau Grand, les États-Unis, même si on n'est qu'au début de la transition, qui s'achèvera après la seconde guerre mondiale. Il faut donc trouver un nouveau fonctionnement économique et financier.

Le pays qui sort sans être trop éprouvé de la première guerre mondiale, est donc les États-Unis. Dès 1913, ils étaient devenus créanciers du monde et semblent le pays dynamique qui montre la voie à suivre, que ce soit pour le mode de vie consommateur ou pour l'insertion dans la mondialisation.

Mais le dynamisme séduisant des États-Unis cache des faiblesses :

- **La tendance à la surproduction.** Les années 1920-21 sont des années de crise économique liées à cette surproduction post-guerre de 14-18. Il faut donc élargir le nombre de consommateurs : on se tourne vers les classes moyennes, en utilisant la publicité, l'élaboration de produits individuels qui leur conviennent particulièrement, et le crédit à la consommation, grande invention des années 1920. Mais dès 1928, ce marché montre des signes de saturation : ils sont équipés en radio, voitures, machines à laver... Pour élargir la consommation aux classes populaires, il faudrait augmenter leurs revenus, en particulier les salaires. Mais les années 1920 sont au contraire des années de très forte répression des revendications salariales aux États-Unis.
- **Un système bancaire très fragile :** il est très dispersé, avec de toutes petites banques locales : 29000 banques locales en 1929. Les 250 les plus importantes rassemblent plus de la moitié des ressources. Il y a donc une myriade de petits établissements, 80% des banques se trouvent dans des villes de moins de 10000 habitants. Ces banques sont fragiles, elles ont peu de dépôts, et la moindre baisse de confiance des déposants entraîne des mouvements de retraits de fonds auxquels elles ne peuvent faire face.
- **Des difficultés agricoles qui s'accumulent,** alors qu'au XIX^{ème} siècle, c'était un des piliers du dynamisme des États-Unis : les prix agricoles s'effondrent, par rapport aux coûts croissants. Des difficultés écologiques accroissent les problèmes (grandes sécheresses).



↑ Nuage de poussière (Dust bowl) s'abattant sur des fermes dans le sud des Etats-Unis. Ces nuages ne sont pas seulement liés à la sécheresse, mais aussi à des pratiques agricoles ravageuses pour l'environnement.

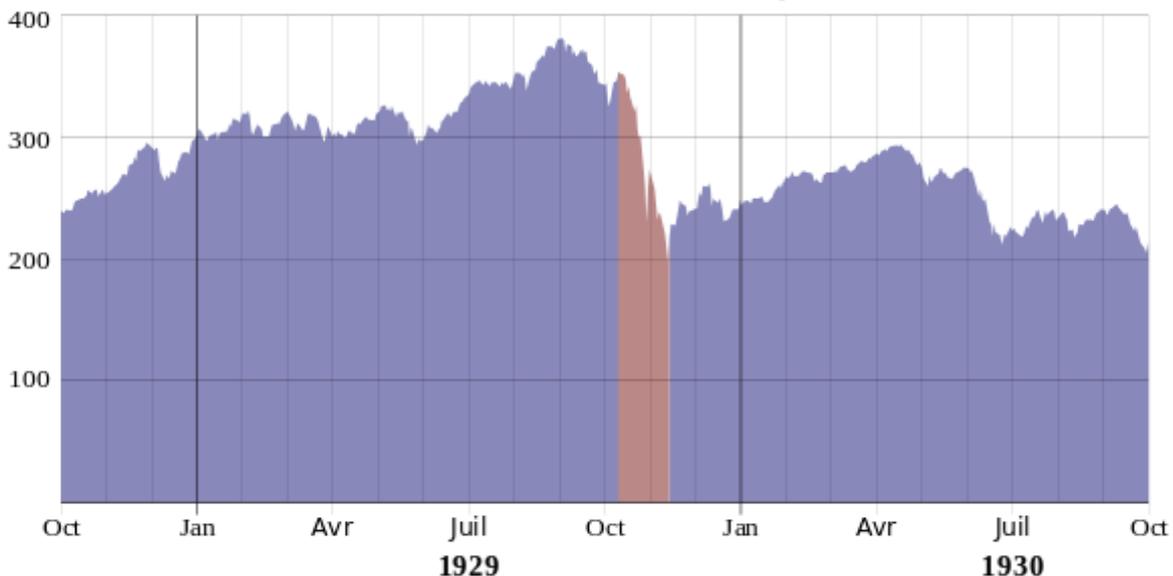


↑ Et les conséquences...

C'est pour cela qu'un événement qui n'est ni nouveau, ni particulièrement intense, a des conséquences catastrophiques : le « krach » de Wall Street, le 24 octobre 1929. C'est une baisse brusque des actions, succédant à des années de hausse irraisonnées, car totalement déconnectées de la valeur réelle des entreprises. Mais la plupart des Bourses mondiales évoluaient déjà, globalement, à la baisse depuis 1928. Et tous les 10 ans en moyenne, il y avait un krach boursier, qui permettait de casser les spéculations irraisonnées. Ce krach n'est donc pas vécu, au moment où il se produit, comme un coup de tonnerre. Mais **il met en difficulté un peu plus de monde que d'habitude** : un certain nombre de spéculateurs s'était endettés pour acheter des actions qu'ils pensaient pouvoir revendre plus cher ensuite.

Environ 600000 personnes sont concernées par ce type de spéculation. Ce n'est pas massif, mais suffisant pour mettre en difficulté les banques. Il a suffi que certains investisseurs vendent leurs actions pour que le mouvement fasse boule de neige : d'autres vont vouloir vendre avant que les actions aient perdu trop de valeur, et, en proposant des actions à la vente, entraînent mécaniquement la baisse de leur prix. Mais si c'en était resté là, ça aurait concerné peu d'Etats-Uniens. A vrai dire, la grande majorité de la population n'est pas mécontente de ce qui arrive à ces spéculateurs.

Krach de Wall Street sur la valeur du Dow Jones, 1929





Exercice n°1 : analyse ces deux courbes, sur le très court terme et sur le moyen terme.

Mais la fragilité du système bancaire fait le reste. Or, on a vu que les banques ne sont pas très solides aux Etats-Unis. Les petites banques font d'abord faillite, puis les un peu plus grosses. En 1932, il ne reste que 12000 banques. Mais la crise est aussi liée à la politique gouvernementale des Etats-Unis entre 1930 et 1932 : pour lutter contre la spéculation boursière de 1929, la Réserve Fédérale (la « Fed ») -c'est à dire l'équivalent de la Banque Centrale- avait relevé le taux d'intérêt, en pensant que les spéculateurs emprunteraient moins pour jouer en Bourse. Et le gouvernement maintient cette politique de taux d'intérêts réels élevés et de restriction de crédits pendant deux ans, alors justement que les petites banques ont besoin de liquidités, ainsi que les entreprises.

Cette simple crise boursière tombe mal, dans un contexte d'instabilité globale, avec deux gros points difficiles :

- **Un système monétaire et financier fragile**

Comment revenir à la liberté des échanges, après des années de cours forcés monétaires, de contrôle des capitaux entre 14-18 ? Le mécanisme international de stabilité avant 1914 était celui de l'étalon-or, qui relie les différentes monnaies par l'intermédiaire de leur poids en or, qui était fixe. Toutes les monnaies sont convertibles en or. **En 1922**, après un peu de tâtonnement, **on adopte un « Gold exchange standard »** : toutes les monnaies ne sont plus liées à l'or, mais à une monnaie fondamentale qui est, elle, convertible en or. Il y en a 2, le dollar et la livre. Or, les monnaies des autres pays sont définies d'une manière très hétéroclite.

Il y a surtout des tensions financières importantes. Il y a deux séries de remboursements très lourds : **le règlement des dettes de guerre dues en particulier par la France et les réparations que devait payer l'Allemagne.** Les deux sont liées : les Allemands versent à la France les sommes qui lui permettent de payer à son tour les dettes dues aux Etats-Unis, et ce sont les Etats-Unis qui prêtent à l'Allemagne les sommes nécessaires. Les nations débitrices ont une dette massive à long terme qui pèse sur leur économie, et elles ont un besoin grandissant de capitaux à court terme, qui

ne peuvent venir que des prêteurs privés états-uniens. (C'est justement pour ne plus dépendre du bon vouloir des capitaux privés que l'on crée après 1945 le FMI et sa Banque Mondiale, qui est un organisme prêteur international).

*Une obsession française : faire payer l'Allemagne.
En fait, les dernières réparations (très diminuées)
seront versées en octobre 2010.
Source : www.delcampe.net →*



↑ Et pour faire payer l'Allemagne, la France occupera la Rhénanie dans les années 20.



- **La situation des grands marchés internationaux de matières premières, de produits agricoles et industriels est très tendue dans les années 20.** La grande Guerre a interrompu les exportations des belligérants. Ce sont les Etats-Unis, le Japon, les pays neufs qui les remplacent. Vers 1925, les pays européens ont terminé leur reconstruction. Mais ils ont des problèmes de débouchés, d'autant que leurs industries sont vieilles. Chacun édifie des barrières douanières, pour protéger son agriculture ou son industrie. Mais dès les années 1926-27, il y a une baisse internationale des prix.

Le krach boursier se produit donc dans une économie globalement déjà sous tension déflationniste, et il a lui-même des conséquences déflationnistes.

Commence une série de réactions en chaînes : le renversement de la conjoncture industrielle entraîne une contraction des échanges internationaux et de la demande pour les matières premières, dont les prix baissent. Les pays producteurs de ces matières premières réduisent leurs achats de biens manufacturés, puis sont contraints à la banqueroute, car les dettes ne peuvent plus être honorées.

De même, les pays industriels sont agressés par des produits de moins en moins chers, et ne peuvent s'en protéger que par des barrières douanières ou des dévaluations. De plus, les marchés ont une capacité de résistances aux baisses inégales : les producteurs qui peuvent réduire rapidement leurs quantités (par exemple en licenciant) peuvent maintenir leurs prix de vente, tandis que ceux qui n'ont pas cette possibilité subissent l'effondrement des cours et se lancent dans une guerre des prix...



Exercice n°2 : à partir de la carte 1 p. 26, analyse la manière dont la crise des Etats-Unis s'étend au reste du monde.

S'y rajoute un impact psychologique : dans une situation incertaine, on préfère restreindre ses achats, différer les achats de biens de consommation, d'abord parce que quand on voit que les prix

commencent à baisser, on se dit que si on attend on achètera encore moins cher, ensuite parce qu'avec la baisse des salaires et les licenciements, l'épargne de précaution monte.

La première conséquence internationale est une crise monétaire et financière, qui aboutit à la destruction de l'étalon de change-or

L'Europe est déjà dans une situation préoccupante avant 1929. La première guerre mondiale, tout comme l'organisation de la paix qui l'a suivie, a été financée à crédit, (rappelle-toi ton cours de première), tantôt par des emprunts intérieurs, tantôt par l'appel aux capitaux étrangers.

Quatre pays sont particulièrement endettés après la première guerre mondiale : la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie.

L'endettement européen est encore accentué par le poids des réparations et les crédits à consentir aux Etats nouvellement créés en Europe centrale à partir de l'Autriche-Hongrie et dans les Balkans, comme tu l'as vu en première. Les sommes mobilisées pour les réparations (fixées à 132 milliards de marks/or) sont insuffisantes pour assurer la reconstruction de l'Europe.

Aussi appelle-t-on les Etats-Unis à la rescousse. De 1919 à 1924, les Etats-Unis souscrivent des emprunts européens pour une valeur de 1,850 milliard de dollars. Leurs injections de capitaux en Allemagne et en Europe centrale ont permis la stabilisation des monnaies européennes et la reprise économique. Mais elles augmentent l'endettement du continent : endettement public avec le creusement des déficits budgétaires, endettement privé, car les fonds états-uniens financent l'effort de rationalisation de secteurs industriels européens. La reprise européenne repose sur le crédit. Les Européens ont donc besoin de développer leurs exportations, pour alléger et résorber la dette. Les Etats-Unis ont profité de la guerre, en devenant une nation créditrice, face à une Europe désormais endettée. Le règlement des dettes suppose le renforcement des ventes européennes aux Etats-Unis. **Mais le conflit, en détruisant une partie de l'industrie européenne, confère un avantage aux pays neufs.** Eux seuls peuvent fournir aux anciennes métropoles l'outillage dont elles ont besoin. **La dégradation de la balance commerciale européenne creuse encore le déficit des paiements européens.** De nouvelles industries se sont donc implantées dans les pays d'outre-mer. La situation sociale et le coût de la main d'œuvre rendent ces pays plus attractifs que l'Europe. Alors, **comment dégager les ressources nécessaires au remboursement de la dette européenne ?**

L'Europe est aussi affaiblie par les changements de frontières, après la guerre de 14-18. L'Autriche-Hongrie était un espace commercialement unifié, où les marchandises circulaient bien. Cet empire a été morcelé, et les nouveaux Etats ferment leurs frontières douanières et adoptent des pratiques protectionnistes. Les anciennes industries n'ont donc plus de marché intérieur suffisant pour écouler leurs industries.

L'Europe est donc partagée, fin 1928 entre une Europe créditrice, celle des capitaux français, anglais, suisses, néerlandais, suédois, qui ont investi des milliards de dollars en Europe centrale et orientale, en particulier en Allemagne (40% du total), et une Europe débitrice, celle des nouveaux Etats, peu industrialisée, à l'exception de la Tchécoslovaquie, qui a récupéré une grande partie des entreprises de l'empire austro-hongrois, mais dont les débouchés sont trop restreints.

Cette Europe souffre aussi de l'inadaptation de son économie au monde nouveau : surproduction de blé dès 1927 (on a augmenté les surfaces emblavées pendant la guerre, or, après la guerre, la hausse du niveau de vie fait qu'on mange beaucoup moins de céréales, en particulier de pain en Europe occidentale). **Les stocks de matières premières s'accumulent. Les industries de biens de consommation produisent aussi en excédent** : les pays neufs, qui étaient leurs débouchés avant-guerre, se sont industrialisés, **les progrès techniques (taylorisme**, qui est une augmentation de la production extensive, puisque le taylorisme est la suppression des temps perdus dans le travail, **fordisme**, qui est une augmentation de la production intensive, puisque

chaque ouvrier produit plus dans le même temps de travail) **ont augmenté massivement la production.**

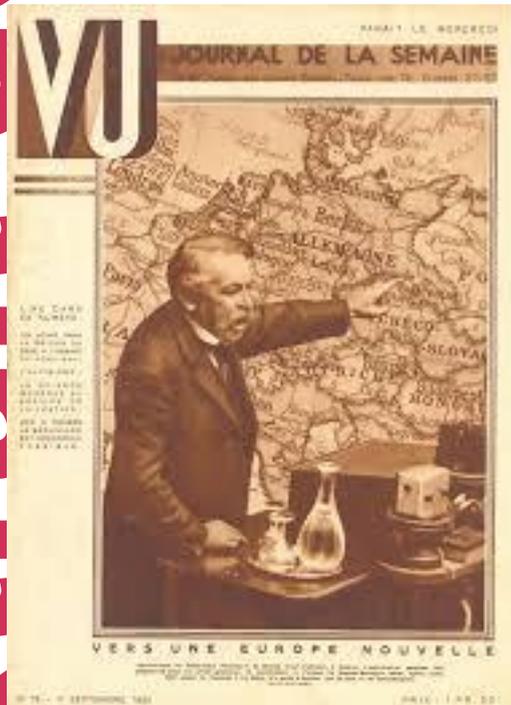
La Grande-Bretagne en particulier, connaît une crise industrielle depuis le début des années 20.

L'Allemagne a du mal également à retrouver son équilibre, même si la grande d'hyperinflation de 1923-24 est derrière elle. En 1928, il y a déjà 3 millions de chômeurs. Là aussi, les erreurs d'investissement ont créé depuis les années 1920 des situations de surproduction dans certains secteurs. C'est l'industrie des biens d'équipement qui commence par licencier. Ce chômage provoque une baisse de la demande, l'industrie de biens de consommation est à son tour en surproduction, les prix baissent, entraînant de nouveaux licenciements : **un cycle infernal est en place dès 1928.**



Lis les p.36-37.

C'est pour cela que dès 1927 commencent en Europe, à l'initiative du comité économique de la SDN, de grandes conférences visant à sortir du protectionnisme qui coupe les débouchés et à réfléchir sur une fédération européenne économique. Les débats sont déjà ceux qui agitent l'Union Européenne actuelle, surtout depuis son élargissement : débats entre les pays partisans du tout libéral (Grande-Bretagne, Pays-Bas..) et ceux partisans de relations plus coordonnées entre pays européens, aides à certaines filières, en particulier agricoles, inégalités des pays européens : comment aider au rattrapage des pays les moins développés d'Europe centrale et orientale....**A partir de 1930, est constituée une Commission d'Etudes pour l'Union Européenne.**



← Aristide Briand proposant une Europe nouvelle en mai 1930.

Mais les pays européens sont trop divergents pour arriver à trouver une position commune, et chaque pays connaît SA crise. Si la crise de 1929 a été si catastrophique, c'est certes parce que l'économie commence à être mondialisée et financiarisée depuis les années 1890, mais aussi parce qu'elle entre en résonance avec des déséquilibres particuliers de chaque pays provoqués par la guerre de 1914-18.

La crise allemande est endogène. On a vu qu'il y a une précoce surproduction. Mais les grands groupes s'entendent pour ne pas baisser les prix de vente, préférant licencier pour diminuer les coûts et garder les mêmes profits. Le chômage est donc un problème précoce. S'y ajoute les problèmes de crédit. L'insuffisance de l'épargne, aggravée par la baisse de revenu du chômage, rend le loyer de l'argent cher, ce qui attire les capitaux étrangers. Mais ce sont des capitaux placés à court terme, dépendant du contexte,

et demandant des remboursements rapides. Or, dès la fin de l'année 1928, les Etats-Unis préfèrent spéculer chez eux, en particulier pour profiter du boom boursier, et d'autres créanciers, les Français, en particulier, retirent leurs capitaux pour protester devant le retard pris par les négociations sur les Réparations. **Le cycle de la crise commence à ce moment, en juillet 1929.** Tu te souviens peut-être de la crise en Grèce, il y a quelques années : c'était la même chose : quand on coupe brutalement les crédits à un pays dépendant des capitaux extérieurs, la situation se dégrade très vite. Quand les Etats-Unis réduisent leurs importations début 1930, la dépression s'amplifie.

La Grande-Bretagne n'a pas encore récupéré en 1928 le niveau économique de 1913. Ses exportations déclinent, ses importations augmentent : ses coûts de production sont trop élevés, la livre est stabilisée à un niveau trop élevé. Les industries anciennes (charbonnage, textile, constructions navales...) sont en crise dès 1920. La Grande-Bretagne retarde le moment de restructurer son industrie, et ne se décide à le faire qu'à la fin des années 20. La crise mondiale frappe une économie en pleine réorganisation. **Mais l'Empire permet d'assurer matières premières et denrées alimentaires à des prix avantageux, et les revenus des capitaux placés à l'étranger permettent aux banques d'avoir des réserves. Jusqu'en 1931, la situation ne semble pas alarmante**, et le Royaume-Uni est d'abord témoin de la dépression, avant d'y être peu à peu impliqué. La fermeture progressive des marchés d'exportation européens entraîne une montée sensible du chômage. La Grande-Bretagne se replie alors sur l'Empire et les dominions, en s'éloignant du continent européen trop perturbé. (Le Brexit actuel ne fait que reprendre cette tentation d'alors). Mais en deux conférences navales, en 1922 et 1930, la Grande-Bretagne a perdu sa suprématie sur les mers. Elle est devenue incapable d'assurer seule la sécurité de toutes les routes maritimes vitales de l'empire. Du coup, elle ménage les Etats-Unis, éventuels alliés en cas de menaces sur l'Empire. La situation européenne passe d'autant plus au second plan pour les Britanniques que les Dominions ont manifesté leur volonté de ne plus être impliqués dans des conflits intereuropéens : la première guerre mondiale a été trop coûteuse humainement pour eux.

La prise de distance avec l'Europe ne règle cependant pas tous les problèmes.



← La conférence navale de Genève. Si ce journal américain présente les Etats-Unis comme porteurs de paix, et la Grande-Bretagne (présentée sous les initiales traditionnelles de JB, John bull, ou Jean le Taureau, surnom de la Grande-Bretagne depuis le XVIIIème siècle,) comme un empire conquérant, en fait cette conférence marque le déclin de la Grande-Bretagne comme puissance navale dominant les mers, au profit des Etats-Unis.

La France est dans une situation particulière : elle atteint en 1930 son maximum économique, alors que ses voisins sont déjà enlisés dans la dépression : la production de charbon a augmenté de 40% par rapport à celle de 1913, celle de fer a doublé, l'industrie mécanique a progressé de 36%...Le krach de Wall Street y est passé quasiment inaperçu. Avec ses

1700 chômeurs en 1930, la France semble une « ile heureuse », même si **l'activité économique se grippe doucement à partir de la fin 1931, en particulier pour l'agriculture, où seule une protection douanière efficace protège les productions françaises de la concurrence étrangère. Mais on ne s'en rend pas compte réellement, parce qu'une situation financière prospère le cache** : l'afflux de capitaux, entre décembre 1928 et fin 1930 permet à la Banque de France d'augmenter son encaisse-or de 31,9 milliards à 53,5 milliards de francs. L'excédent budgétaire (17 milliards de francs-or cumulés entre 1927 et 1929, 5 milliards rien que pour l'année 1930-31) laisse au pays une marge de manœuvre intéressante. **Il y a certes un déficit de la balance commerciale, mais les revenus des capitaux et les réparations allemandes confèrent à la balance des paiements un excédent masquant largement ce déficit commercial.**



↑ Les réserves d'or de la Banque de France ont toujours été importantes, même pendant la crise. Une grande partie de cet or sera évacué vers les Antilles en 1940, au grand dépit des Allemands.

L'année 1931 voit la fin des temps heureux : le chômage grimpe jusqu'à 100000 personnes.

C'est en 1931 que la crise bancaire et monétaire rattrape l'Europe et transforme ses faiblesses en crise générale.

La crise commence par une faillite bancaire, celle de la banque viennoise la **Creditanstalt**, en **mai 1931**. Ce n'est pas la première fois qu'une banque autrichienne fait faillite, et la fragilité financière autrichienne vient de l'autoriser à ne plus verser de Réparations. Mais la Creditanstalt contrôle 80 % de l'industrie autrichienne, et le capital de la banque est aussi aux mains de grandes maisons étrangères : Banque d'Angleterre, banque américaine, groupe Schneider.

La faillite de cette banque se transforme très vite en problème européen, et tout particulièrement en problème allemand. L'Allemagne est déjà fragilisée financièrement depuis l'automne 1930. Ses créanciers s'inquiètent après la faillite de la banque viennoise. Deux banques allemandes font à leur tour faillite, cela déclenche la panique.

Or, les Anglais ont beaucoup investi en Allemagne, et est elle-même endettée à court terme. Sa monnaie semble surévaluée depuis longtemps, et son stock d'or est faible. Le déficit budgétaire du royaume est important. Les dirigeants mènent alors une rigoureuse politique déflationniste : baisse des investissements publics, baisse des dépenses publiques, en particulier sociales, baisse des salaires, licenciements de fonctionnaires. Cela entraîne des protestations, des marches sociales, des manifestations... Les investisseurs étrangers retirent alors leurs capitaux, les citoyens britanniques retirent leurs dépôts des banques. **Le 21 septembre 1931, le gouvernement anglais, qui n'a plus de réserves, décide d'abandonner l'étalon-or. Cela veut dire que la livre n'a plus de valeur fixe et n'est plus convertible en or. La livre se met à « flotter »,** c'est une dévaluation de fait, mais ce n'est pas le gouvernement qui fixe cette valeur, mais les marchés. Ces 3 crises sont fondamentales et précipitent toute l'Europe dans le marasme. Les prix s'effondrent d'un tiers en moyenne en 6 mois.

La crise passe ensuite sur le terrain social : les Etats restreignent les moyens de paiement et la monnaie en circulation, en restreignant les prix, les salaires, le crédit. Cela entraîne une multiplication des licenciements. La situation matérielle des salariés privés d'emploi est catastrophique, en l'absence de toute protection sociale. Les expulsions des logements se

multiplient, et les chômeurs se réfugient dans des campements de fortune. Mais leur situation psychologique et morale est bien pire.

Les chômeurs sont d'abord tétanisés par le licenciement. Puis, quand ils ont souffert trop longtemps, ils n'ont plus d'énergie pour combattre collectivement. Certes, il y a par moment des émeutes, des marches de la faim... Mais les vraies luttes sociales sont le fait de salariés encore au travail.



Regarde les images 1 p.35 et p.49.

Ces marches et manifestations ont eu lieu dans tous les pays . En Europe orientale, le chômage touche jusqu'à 50% des salariés, sans aucune protection sociale.



← Une « marche de la faim », entre Nantes et St Nazaire, en 1933. Le maire SFIO de St Nazaire y participe.

La Crise de 1929 provoque assez logiquement un développement des courants révolutionnaires, d'autant que l'Urss semble épargnée par la crise. Dans tous les pays les partis communistes augmentent nettement leur audience, prennent la direction des luttes et organisations de solidarités, et impulsent des politiques de rassemblement. Mais au-delà du développement de cette contestation radicale, il y a une rupture

dans l'opinion publique. **La défiance est grande envers les hommes politiques traditionnels, mais aussi les hommes d'affaires. Il y a un accord assez général sur la nécessité de contrôler le capitalisme et la financiarisation croissante.** Et la destruction des produits alimentaires qui ne trouvent pas preneurs scandalise dans un monde où majoritairement la population ne mange pas à sa faim (tu te rappelles peut-être pendant la crise du coronavirus comme les gens ont été choqués, aux Etats-Unis, par l'abattage et la destruction de centaines de millions de porcs, devenus trop gros pendant le confinement pour être utilisés par l'industrie agro-alimentaire, alors que 20% des habitants des Etats-Unis n'arrivaient pas à couvrir leurs besoins alimentaires) : **le besoin de changement est général.**

Les propositions se multiplient, et chaque pays essaie de trouver sa solution.

Comment sortir de la crise?

Il y a d'abord des solutions à l'échelon local : recréer des communautés rurales (par exemple, le film de King Vidor Notre pain quotidien, réalisé en 1934, recrée le quotidien d'une communauté de chômeurs « squattant » une ferme abandonnée, avec ses luttes et sa solidarité -tout comme dans les communautés du Larzac ou de Notre-Dame des Landes dans la France des dernières années), utiliser une monnaie locale non spéculative, tout comme les expériences actuelles comme le SEL ou autres monnaies locales.

La communauté réunie pour reprendre une ferme abandonnée dans le film « Notre pain quotidien » de King Vidor, en 1934. →



Mais même si cela recrée un lien social indispensable, cela ne peut bien sûr régler les problèmes.

Les débats sont théoriques : selon les explications que les économistes donnent à la crise, on met en avant telle ou telle solution. **Mais ils sont surtout politiques** : les gouvernements doivent tenir compte de leurs opinions, mais aussi des rapports de force sociaux. Très logiquement, les industriels et banquiers veulent le moins possible d'intervention étatique, d'autant que le niveau de vie des actionnaires et propriétaires a peu baissé : dans la mesure où les investissements se sont massivement réduits, la part des bénéficiaires qui leur est versée n'a quasiment pas diminué. Mais la majorité des citoyens veut au contraire une intervention de l'Etat, à la fois pour obtenir une redistribution (les plus aisés mènent une vie luxueuse, ostentatoire qui scandalise la population, de plus en plus pauvre) et pour relancer la machine économique.

3 types de solutions sont proposées.

On propose d'abord **la relance de la consommation populaire**, pour avoir des débouchés, soit en lançant des travaux publics confiés à des entreprises qui embaucheront des chômeurs, soit en gonflant les liquidités à la disposition de l'économie (un peu ce qu'on a fait en France pendant le confinement du coronavirus).

Les débats continuent autour du thème du « **multiplicateur d'emploi** », proposé en particulier par l'économiste Keynes : l'embauche par l'Etat d'un certain nombre de travailleurs donnera du travail à d'autres, qui eux-mêmes en induiront d'autres. Les dépenses publiques ont donc un effet multiplicateur, même si elles entraînent un lourd déficit public.

Enfin, apparaît entre 1936 et 1939 **le courant « planiste »**, surtout en Belgique et en France, proposant une économie mixte, alliant privé et public, des réformes bancaires avec un contrôle public sur le crédit...

Un point commun à ces différentes propositions : l'interventionnisme étatique : il faut réguler les marchés, soutenir les prix, créer des institutions centralisées permettant de gérer une « économie concertée », forcer à des accords professionnels pour diminuer les horaires et les productions... **On oublie les principes libéraux (qui refusent l'intervention de l'Etat pour laisser agir « la main du marché »), on accepte d'endetter l'Etat, on sacrifie le « rendement ».** Au-delà de l'économie, les réformes visent à une régénération sociale et nationale. Des revendications anciennes et jusque-là repoussées car « impossibles à satisfaire sans couler l'économie » sont d'un seul coup acceptées, (au moins provisoirement, le temps que la crise soit finie).

- **La Grande-Bretagne, pourtant le fer de lance du libéralisme maximum depuis le début de la Révolution Industrielle, est le premier pays à adopter l'interventionnisme étatique** : livre flottante, argent bon marché, protection des produits agricoles, organisés en filières de producteurs, avec quotas, diminution des horaires de travail, quota de production dans le charbon et la sidérurgie : l'Etat intervient partout. Le système de pensions et retraités créé en 1925 est développé, une protection sociale est mise en place, on multiplie par deux le nombre de constructions individuelles, les congés payés sont créés en 1937.

Ces maisons individuelles mitoyennes, si caractéristiques des villes ouvrières anglaises, datent en majorité des années 1930. Elles remplacent les taudis encore très nombreux à cette époque, en offrant de bien meilleures conditions de vie (toilettes et salles d'eau, eau courante, chauffage, jardin individuel...). →



- Les Etats-Unis adoptent avec le président Roosevelt, élu fin 1932, la politique du New-Deal.



La situation économique et sociale est très tendue : le chômage est massif, des camps de tentes de chômeurs sont établis dans toutes les grandes villes.

← Une des innombrables « Hoovervilles », nom donné ironiquement à ces campements de toile et bidonvilles au pied des luxueux immeubles des grandes villes.

Les manifestations se multiplient, très violemment réprimées par une police qui tire à balles réelles et les promesses du Président Hoover (« la sortie de crise est au coin de la rue ») finissent par lasser.



← Policiers tirant sur des dockers en grève à San Francisco

File de chômeurs attendant une distribution alimentaire au pied d'une affiche vantant le « plus haut standard de vie du monde », illustré par une famille américaine de la classe moyenne blanche : les parents, les deux enfants et le chien dans une automobile. →



Roosevelt est conscient de cette situation, et du **risque d'une révolution sociale**. Il vient pourtant de la très haute bourgeoisie (son oncle est Teddy Roosevelt, le président du début du siècle, adepte de l'interventionnisme brutal en Amérique latine), mais il prendra pourtant des mesures perçues comme violentes par son milieu, ce qu'il déplore (« ils ne comprennent pas qu'en fait je les sauve »). **Roosevelt est un homme pragmatique, héritier d'un courant politique favorable aux interventions fédérales, très sensible à la volonté de renouveau sensible dans son pays. Il est élu sur un programme de nouveauté et de redistribution (« New Deal » est une expression tirée du jeu de cartes : c'est la nouvelle donne, la nouvelle redistribution de cartes que l'on fait quand on a fini une partie).**

Il lance une première série de mesures, dans un temps très bref : **réformes bancaires pour assurer le contrôle de l'Etat fédéral, coupure entre banques de dépôt et banques d'affaires, réformes boursières pour mieux surveiller les transactions à la bourse, création de grands travaux publics financés par l'emprunt, injections de capitaux frais dans l'économie, rééchelonnement des dettes des fermiers, créations d'administrations fédérales d'aides aux chômeurs, création d'une retraite par répartition et d'indemnisation du chômage, mise en flottement du dollar.** Ce n'est pas un keynesien : il a très peur du déficit public, qui ne dépassera jamais les 1,5%. La Cour Suprême annulera toutes ces mesures en 1935. Mais il est réélu en 1936, triomphalement, et la Cour suprême le laissera alors reprendre les mêmes mesures. Il va plus loin, à ce moment : **légalisation des syndicats et du droit de grève, imposition sur les grandes fortunes**

(création d'une tranche de 90% d'impôts au-delà d'un revenu annuel de 1 million de dollars...), semaine de 35 h. dans certains secteurs.

- **La France suit une autre voie** : on a vu que la crise y est arrivée plus tard que dans les autres pays. Elle est restée attachée au franc-or, et a refusé de dévaluer. Or, les flottements de la livre, qui a perdu 1/3 de sa valeur, et du dollar, qui a perdu 41% de sa valeur, rendent leurs exportations plus compétitives. Comme elle continue à refuser la dévaluation, elle est contrainte à une forte déflation interne : baisse de 10% des paiements de l'Etat et des traitements des fonctionnaires, et des prix. Une manifestation violente de l'extrême droite en février 1934 soude les différents partis de gauche et une partie de l'opinion publique, qui décident de lancer une politique de **Front populaire, à la fois pour protéger la démocratie contre l'extrême-droite et pour lancer une politique économique et sociale de réponse à la crise très originale : stimulation du pouvoir d'achat et interventionnisme très modéré. Il y a quelques nationalisations (chemins de fer, Banque de France...).** Le gouvernement Blum va plus loin qu'il le souhaitait, car un immense mouvement social de grèves et occupations d'usines l'oblige à des réformes plus audacieuses : **accords contractuels généralisés, les accords Matignon, qui prévoient une hausse des salaires de 10 à 15%, et surtout deux lois qui réduisent la semaine de travail de 48 heures à 40 heures sans réduction des salaires, et instaurent les premiers congés payés (15 jours par an).**



Lis les p.42-43.

La naissance du sous-développement ?

La crise est avant tout industrielle et occidentale. Mais les deux-tiers du monde en 1930, 1,4 milliard de personnes, ont leurs conditions de vie liées directement ou indirectement au cours des matières premières et aux décisions prises par les métropoles. **Aucun espace ne peut plus exister à part du monde, même les îles reculées du Pacifique.** Démographiquement, l'Asie de l'Est représente 40% de cette population, l'Asie du Sud 40 %, l'Amérique latine 8%, l'Afrique 12%. Ces territoires sont très différents, certains sont indépendants, d'autres encore soumis à leurs métropoles. Mais, d'une manière différente, ils sont concernés par la crise.

- **Par la crise commerciale d'abord : ils sont fournisseurs de matières premières, et tout de suite victimes de l'effondrement de leurs prix : la crise arrive chez eux bien avant les effondrements de l'Europe.** Cette contraction de l'économie des pays dominés en fait un des déclencheurs de la crise. La crise est aussi dure pour eux qu'en Europe, en particulier en Amérique latine, dont les échanges en 1935 sont tombés à 31 % de ceux de 1928. Or, financièrement, ces pays n'ont pas les ressources des métropoles.
- **Et cette crise économique est doublée par des réorientations politiques : une intense activité occidentale impose des accords, des règlements administratifs coloniaux, des marchés réservés, des interventions directes...** il y a deux aspects contrastés : un désengagement des capitaux, réservés aux métropoles, mais un repli impérial dans les échanges extérieurs : les colonies sont plus que jamais le marché obligé des métropoles. Les Britanniques sont plutôt pour le désengagement : les dominions sont plus intéressants pour eux. Mais la France, qui vient de célébrer l'Exposition coloniale se replie largement sur l'Empire, avec peu de résultats réels. Mais se développe ainsi un discours mythique sur l'« Empire nécessaire » qui rendra la décolonisation très difficile après guerre.

Un peu partout dans cette périphérie coloniale, les colons blancs lancent un développement industriel local, mais le marché intérieur est trop étroit pour se développer vraiment.

Mais c'est surtout l'agriculture qui change en profondeur, d'une manière très diversifiée selon les pays. Et cela concerne la totalité des populations indigènes. La crise fait naître des tensions et des changements rapides, même si persistent certains secteurs d'agriculture autarcique. **Dans les colonies, en particulier en Afrique noire, l'économie de « traite » recule nettement, au profit de la monétarisation de secteurs autrefois exclus des transactions marchandes.** L'économie de traite, c'est les trocs entre indigènes livrant le produit de leurs cultures ou de leurs chasses et les comptoirs leur fournissant des articles manufacturés bas de gamme. Or, les administrations coloniales, devant la baisse de leurs recettes fiscales liées à la baisse du commerce international, décident de faire payer des impôts aux indigènes, qui sont donc obligés de trouver de la monnaie. Les structures traditionnelles se désagrègent, et les campagnes se paupérisent fortement. **Ces masses rurales misérables, désorientées, s'entassent dans des bidonvilles urbains. L'urbanisation de ce qu'on appellera plus tard le « Tiers-Monde » commence dans les années 30, et est donc directement liée à la crise de 29.** De nouvelles relations financières s'instaurent avec des investisseurs soucieux de rentabilité à court terme. Les problèmes de subsistance et d'endettement caractéristiques du sous-développement ultérieur se forgent là.



↑ Une des photos prises par l'ethnologue Germaine Tillion, qui sera plus tard une grande résistance. Elle parcourt l'Algérie dans les années 1930, et analyse les changements en cours, et le gonflement des bidonvilles urbains avec une grande lucidité, qui annonce les révoltes d'après guerre.



QCM

1ère question :

Une économie de traite est une économie

- où les indigènes font du troc produits agricoles-produits manufacturés.
- qui s'appuie sur les banques et les crédits
- qui échange des marchandises contre des esclaves puis les esclaves contre le sucre et les produits coloniaux

2ème question :

La déflation est :

- une hausse des prix , appuyée sur l'augmentation des moyens monétaires
- une baisse des prix , liée à la baisse des moyens monétaires en circulation

3ème question :

Les Hooverilles sont :

- des logements bon marchés construits par le gouvernement Hoover pour les expulsés
- des villes construites par Hoover pour relancer l'économie
- des bidonvilles où logent les chômeurs

4ème question :

La livre anglaise se met à flotter en :

- 1929
- 1935
- 1931

5ème question :

La France :

- renonce à l'étalon-or pour faire flotter le Franc.
- dévalue le Franc
- reste fidèle à une valeur fixe du Franc-or

CORRECTIONS

> Exercices autocorrectifs

Exercice 1 :

La crise boursière d'octobre 1929 est très brutale : on voit la vitesse où les valeurs boursières plongent. Mais il y a un rebond, et en avril 1930, le Dow Jones semble avoir récupéré son niveau d'octobre 1928. Si on en restait là, on aurait l'impression d'un krach boursier classique, comme il y en a eu quasiment chaque décennie au XIX^{ème} siècle, ce qu'on peut appeler une « correction » : quand les valeurs boursières montent trop vite, trop irrationnellement, il y a forcément un moment où la « bulle » éclate.

Mais la spécificité de la crise de 1929, c'est qu'après ce rebond, la dégringolade continue, jusqu'à arriver à des niveaux jamais atteints, en 1932.

Exercice 2 :

La crise démarrée aux Etats-Unis s'étend au reste du monde de plusieurs manières :

- par les flux de capitaux états-uniens placés en Europe et rapatriés au moment où la crise commence aux Etats-Unis. Or, c'était des capitaux placés à court terme, et dont les pays européens ont désespérément besoin. La perte brutale de ces capitaux déséquilibre aussi bien les Etats que les banques et les industries, et aboutit à une contraction de la monnaie disponible, et donc à des tendances déflationnistes.

- par l'arrêt des importations de matières premières et produits agricoles : l'industrie des Etats-Unis en importait en grande quantité, en particulier de l'Amérique latine, à laquelle les Etats-Unis sont très liés, en particulier depuis la présidence de Théodore Roosevelt : les Etats-Unis avaient établi des rapports inégaux avec ces pays qui leur assuraient des produits à bas prix. Mais les Etats-Unis importent aussi d'Afrique occidentale anglaise, et des dominions anglaises.

et dans un deuxième temps, par l'arrêt des importations européennes en crise : les Européens importent de leurs colonies (Afrique) et des dominions. Mais ils n'importent rien de l'Amérique latine, qui est la chasse gardée états-unienne.

> QCM

1^{ère} question :

Une économie de traite est une économie où les indigènes font du troc produits agricoles-produits manufacturés.

2^{ème} question :

La déflation est une baisse des prix, liée à la baisse des moyens monétaires en circulation

3^{ème} question :

Les Hoovervilles sont des bidonvilles où logent les chômeurs.

4^{ème} question :

La livre anglaise se met à flotter en 1931.

5^{ème} question :

La France reste fidèle à une valeur fixe du Franc-or.



| DEVOIR N°1

Extrait de cours

1ère question : (/10 points)

À partir de tes connaissances et des documents des p. 30-31, analyse de manière organisée la manière dont la crise de 1929 impacte les pays d'Amérique latine, et les conséquences.

2ème question : (/10 points)

À partir de tes connaissances et des documents p. 40-41 et 46, présente de manière organisée la politique du New-Deal.